

Les réformes en République tchèque : vers un darwinisme social

Ilona Švihlíková

Professeure associée à l'université d'Économie de Prague

La situation actuelle en République tchèque est très tendue. Une fois encore, vingt ans après ce qu'on a appelé la Révolution de velours, il est demandé aux citoyens de se «serrer la ceinture»; cependant, la perspective de temps meilleurs n'est plus à venir, aujourd'hui pour eux, mais bel et bien révolue. Le gouvernement actuel de *Petr Nečas applique une politique générale extrêmement néolibérale, comme c'est le cas depuis les années 1990.*

Les années 1990 avaient commencé avec l'espoir d'une vie meilleure, d'un niveau de vie plus élevé, de possibilités de voyager, de la liberté d'expression, etc. Sur le plan économique, le débat sur ce qu'il «fallait faire», comment réformer une économie arriérée, était très limité. Il y avait en premier lieu le climat international, qui considérait le *Consensus de Washington* comme la seule voie valable à emprunter. Bien que sa mise en application n'ait pas été aussi extrême qu'en Russie par exemple, le *Consensus* a sans aucun doute influencé la politique économique tchèque. Deuxièmement, la principale personnalité associée aux réformes des années 1990 est Václav Klaus, président actuel et homme charismatique qui semblait savoir ce qu'il fallait faire; sa confiance en lui, qu'il était difficile parfois de ne pas prendre pour de l'arrogance, semblait presque prédestinée à mener la nation vers des «lendemains meilleurs». À cette époque, les gens croyaient vraiment que les pays occidentaux allaient leur apporter de l'aide, et non pas inonder le marché avec de la marchandise de pacotille qui serait invendable ailleurs; ils croyaient vraiment que se serrer la ceinture pendant quelques années permettrait à la République

tchèque (la Tchécoslovaquie jusqu'en 1993) de rattraper l'Allemagne, et ils croyaient vraiment aux vertus de l'«économie de marché sans adjectif», comme Klaus appelait le modèle économique qu'il voulait mettre en œuvre.

Les réformes du début des années 1990 menèrent à une redistribution des richesses rapide et extrême. L'expression qui illustre probablement le mieux cette période qui « donna naissance » à une nouvelle classe d'«entrepreneurs» est l'affirmation de Klaus qu'il ne connaissait pas d'argent qui soit sale. Cette affirmation ouvrit pratiquement la voie à des procédés qui seraient illégaux dans des pays *civilisés*; toutefois, les économistes de la République tchèque affirmaient que si les réformes devaient réussir (ce qui, à cette époque, voulait simplement dire être rapides), les économistes devaient être plus rapides que les juristes. La privatisation par *coupons*, une méthode fort inhabituelle, fut d'abord vue comme une voie vers le capitalisme du peuple, où chaque citoyen est actionnaire. Dès le début, le déficit d'information entre la population et ceux qui connaissaient la situation réelle des entreprises qui devaient être privatisées, et, plus tard, l'émergence de fonds d'investissement privés, montrèrent bien à quel point cette approche était naïve.

Rapidement, il devint évident que la privatisation par *coupons* allait à l'encontre de ce qui avait été promis. Milos Pick, économiste renommé et farouche opposant à Václav Klaus, l'exprima sans détour : «Ce à quoi même moi je ne m'attendais pas, c'est que la gérance et le contrôle de ces coupons, qui ne concernaient pas les actionnaires minoritaires, allaient être concentrés si vite et dans des proportions aussi extrêmes. Les cinq plus grandes banques ainsi qu'une compagnie d'assurance et quatorze autres compagnies, principalement leurs sociétés d'investissement, contrôlent plus de 40% des parts de la première vague de privatisation par coupons et environ 80% des crédits bancaires. Il s'agit d'une nouvelle pyramide de concentration du pouvoir économique, de managers, de membres de conseils d'administration, qui ne rassemble que très peu d'acteurs économiques. Environ 500 familles contrôlent désormais l'économie, sans la posséder. En fait, il s'agit d'un nouveau «politburo économique», jamais voté par les propriétaires dispersés à l'extrême, et jamais convoqué par eux. Une concentration extrême du pouvoir économique, complètement détaché des propriétaires on ne peut plus dissimulés : c'est là le résultat de la privatisation par coupons.»

Plus tard, l'opposition sociale-démocrate allait appeler cette privatisation par coupons «l'escroquerie du siècle», soulignant ainsi le fait que beaucoup d'entreprises furent privatisées (et beaucoup fermées), tandis que les banques restaient dans les mains de l'État, accumulant ainsi de mauvais prêts, puisque le choix des compagnies auxquelles un prêt était accordé se fondait sur des critères plus politiques qu'économiques.

Ces réformes rapides et extrêmes affectèrent de manière différente les parties tchèque et slovaque au sein de la République fédérale. La partie tchèque

pouvait s'appuyer sur de bien meilleures conditions de départ tandis que la partie slovaque faisait face à un taux de chômage plus élevé et à des faiblesses structurelles plus importantes. Il faut noter que la dépendance de la partie slovaque à la partie tchèque atteignit un niveau record dans les années 1980, lorsque 8% du produit intérieur tchèque fut redistribué à la Slovaquie. Les résultats des élections de 1992 révélèrent des différences majeures entre les deux populations; la partie tchèque de la République fédérale était en accord avec Václav Klaus et ses réformes, tandis que la partie slovaque préférait des politiques plus nationalistes et des réformes d'un autre ordre. Il fut finalement décidé de scinder la Tchécoslovaquie.

D'autres désastres pointaient à l'horizon. Une des décisions les plus importantes fut la fixation du taux de change. Le FMI préconisait de sérieuses dévaluations. Ces procédés permirent aux entreprises (pas encore modernisées) de bénéficier d'un « prix amorti », mais attestèrent également de la direction prise par la République tchèque: l'économie de marché. Les compagnies tchèques se désengagèrent, par exemple, des marchés d'Europe de l'Est et d'Amérique latine pour se concentrer exclusivement sur ceux d'Europe de l'Ouest, où, à leur grande surprise, elles ne furent pas accueillies à bras ouverts du fait qu'elles n'appartenaient pas aux réseaux transnationaux. L'exportation, traditionnellement orientée vers les machines, se tournait vers les matières premières (bois, kaolin) et une main-d'œuvre à la production intensive. La République tchèque tomba très bas sur l'échelle de la division internationale du travail et commença à faire concurrence aux pays en voie de développement. Plus tard, cette stratégie allait déboucher sur de profonds déficits commerciaux et comptes courants, avec comme conséquence majeure une crise financière en 1997, lorsque le régime des taux de changes fixes de la couronne tchèque dut être supprimé.

Durant la seconde moitié des années 1990, il devint évident que la série de réformes néolibérales ne permettait pas à la majeure partie de la population d'accéder à une vie meilleure; et pour la première fois, la popularité de Václav Klaus (qui, à l'époque, était Premier ministre) commença à chuter. Aussi incroyable que cela puisse paraître, l'élite au pouvoir refusait d'admettre ses erreurs et affirmait au contraire que les réformes étaient réussies. Lorsque le déséquilibre intérieur (de l'offre et de la demande) devint inacceptable, les économistes de droite avaient une réponse toute prête: la majeure partie des gens vivaient au-dessus de leurs moyens. Les économistes annoncèrent donc une nouvelle période d'austérité, essayant de reproduire la « thérapie de choc » du début des années 1990. Le mécontentement commença néanmoins à grandir lorsque la population découvrit à quel point la propriété de l'État avait été privatisée—d'une façon très particulière—et s'était pour ainsi dire « volatilisée ». C'est ainsi qu'aux élections de 1998, le parti de l'opposition (socialedémocrate) obtint son meilleur score. Il fut en mesure, après d'après négociations politiques, de former un gouvernement minoritaire.

Le gouvernement minoritaire social-démocrate faisait face à une situation économique défavorable sur plusieurs plans. Le processus de privatisation avait créé une nouvelle classe de riches «entrepreneurs», particulièrement hostiles à ce qui était social. De plus, les médias, principalement composés d'anciens et de jeunes communistes (svazák) étaient désormais à droite. Cette situation est toujours d'actualité. Sans l'existence d'*Internet*, il serait presque impossible d'obtenir des informations sur les syndicats, etc. Tout le paysage médiatique est entre les mains de la «droite» (prenons, par exemple, le cas du milliardaire Zdenek Bakala, dont même la justice a reconnu qu'il était recevable de le qualifier de «salaud»). Le soi-disant service de média public n'est en rien représentatif de l'ensemble de la population puisque si l'on se réfère à divers sondages, 90% des journalistes affirment être de droite (cette proportion se vérifie largement dans tous les programmes radiophoniques ou télévisuels). En outre, la situation économique était difficile et se caractérisait par un secteur bancaire non privatisé plombé par de mauvais prêts, des compagnies majeures en faillite, un taux de chômage croissant et de mauvais résultats en ce qui concerne le commerce international.

Les sociaux-démocrates s'engageaient sur le chemin de la redistribution, mais devaient décider quoi faire de l'industrie tchèque. Après réflexion, ils convinrent que la seule solution était d'attirer des capitaux étrangers dans le pays. Tout d'abord, en agissant ainsi, ils endigueraient en partie la formation d'une classe nouvelle «d'oligarques tchèques» et, ensuite, la modernisation était plus que nécessaire. Suivant la même logique, c'est le gouvernement social-démocrate qui privatisa les banques (un pas que les gouvernements de droite avaient peur de franchir). Une profonde crise bancaire, qui compta beaucoup de faillites et de retraits massifs, déboucha sur la situation actuelle où l'on s'aperçoit qu'il n'existe presque plus de banques tchèques. La dépendance aux capitaux étrangers s'est accrue dans tous les secteurs. Le gouvernement social-démocrate de Zeman introduisit une politique complexe de promotion de l'exportation et des investissements, grâce à de nouvelles institutions renforcées. Lorsque le taux de chômage atteignit 10%, les investissements étrangers dans des usines fonctionnant grâce à des chaînes de montage favorisés parce que de telles usines pouvaient créer de nombreux emplois.

Bien que cela parût complètement improbable à l'époque, le gouvernement de Zeman parvint à rester au pouvoir pendant quatre ans et, chose encore plus incroyable, les sociaux-démocrates remportèrent de nouveau les élections en 2002. Leur gouvernement de coalition était très instable (il y eut trois changements de Premier ministre); néanmoins, la situation économique commençait à s'éclaircir. En 2004, la République tchèque rejoignit l'Union européenne; et elle a depuis 2005 une balance commerciale excédentaire, facteur de croissance très important pour son économie traditionnellement petite et ouverte.

Cependant, il ne faut pas oublier qu'à cette époque, les sociaux-démocrates adhèrent totalement à la «troisième voie» prônée par Tony Blair et Gerhard Schröder et essayèrent de moderniser l'État-providence. Leur erreur fatale fut probablement la politique de réduction des impôts aux entreprises, préconisée par les économistes néolibéraux qui composaient l'équipe du ministre des Finances. Les déficits croissants et l'endettement du pays que cela engendra furent la cible principale des attaques des partis de droite qui composaient l'opposition.

On s'attendait à ce que les sociaux-démocrates remportent les élections suivantes, mais, lors de celles de 2006, un scénario improbable compliqua la donne. Deux cents députés siègent dans la Chambre des députés. Lors de ces élections, cent étaient de gauche (sociaux-démocrates et communistes) et cent de droite (en incluant les Verts dont c'était la première et probablement dernière apparition à la Chambre des députés; étrangement, les Verts en République tchèque ont une orientation très marquée à droite). Les négociations continuèrent sans trouver d'issue, mais début 2007, Mirek Topolánek, le Premier ministre par intérim de l'époque, annonça qu'il avait reçu l'appui de (comprenez: il avait corrompu) deux députés sociaux-démocrates et obtenu ainsi la majorité.

Les «réalisations» du gouvernement de Topolánek se décomposent en trois axes:

- le soutien à l'installation d'une base de missiles américaine sur le sol tchèque,
- des réformes néolibérales que même Václav Klaus n'avait pas osé envisager,
- un nouveau type de «culture» politique.

Paradoxalement, la perspective de la construction d'une base de missiles américaine déboucha sur quelque chose de positif. Après de nombreuses années de passivité quasi absolue de la population tchèque, ce sujet de débat allait déboucher sur le mouvement civique le plus suivi jusqu'à ce jour: *Ne Základnám* (L'initiative, Non aux bases militaires). La résistance acharnée de ce mouvement à toute la manipulation des médias a été et continue d'être admirable. Les médias tchèques supportaient mal qu'un tel mouvement spontané puisse émerger en déjouant leur contrôle et celui du pouvoir. Les représentants de ce mouvement étaient régulièrement accusés d'être des agents russes, des enfants naïfs ou des communistes fanatiques. La campagne médiatique était surréaliste (les représentants de *Ne Základnám* n'avaient pas le droit d'apparaître à la télévision), mais en dépit de tout ce que les médias firent pour soutenir le projet (la ministre de la Défense alla jusqu'à chanter une chanson totalement kitch pour marquer son soutien aux desseins américains), environ 70% de la population étaient contre l'implantation de la base. Le plus surprenant était sans doute que le parti écologiste, dont les partis analogues ailleurs

en Europe sont associés aux mouvements pacifistes, soutenait la construction des bases. Néanmoins, le soutien à ce projet provoqua tout de même une scission au sein du parti, puisque deux députés de la coalition se retournèrent ensuite contre le gouvernement.

Bien que Topolánek ne bénéficiât pas du soutien inconditionnel du gouvernement, il parvint tout de même à mettre en place des «réformes» qui chamboulèrent non seulement l'économie tchèque, mais l'ensemble de la société du pays.

Les réformes de Topolánek s'inspiraient du mode de pensée néolibéral qui veut que l'État soit le plus possible en retrait, chacun s'occupant de ses propres affaires et ne devant pas venir déranger l'État avec des préoccupations sur la santé, la retraite, etc.

Suivant cette logique, le gouvernement augmenta la TVA et baissa les impôts sur les entreprises (encore !). Cependant, la mesure phare de toutes les réformes fut la mise en place de l'impôt à taux unique. Cet impôt était clairement d'une nature régressive et il va sans dire que les riches en profitèrent grandement. Une autre étape fut la réforme du système de santé, inspirée du système américain. Le gouvernement de Topolánek n'eut pas le courage d'aller au bout de ses idées ; il mit «simplement» en place des frais à chaque visite chez le médecin. L'argument majeur était que les retraités consultent trop souvent le médecin et abusent du système de santé qui devait ainsi être régulé.

Cependant, ces frais eurent un impact majeur sur l'ensemble de la société. Ils représentaient un tournant dans la vision que les gens avaient du service public, puisque la population tchèque était habituée à ne pas avoir à payer pour bénéficier de ces services. En particulier la jeune génération, née après 1989, se mit à penser qu'il était normal de payer pour des services publics «de qualité».

La réaction à la crise financière et économique fut très spécifique. Dans un premier temps, le gouvernement tchèque refusa d'admettre la réalité de la crise. Lorsqu'il le fit, c'est en niant qu'elle atteindrait la République tchèque. Le ministre des Finances et futur fondateur du parti d'extrême droite TOP09, Miroslav Kalousek, déclara : «Je le répète : il n'y aura pas de crise en République tchèque. La croissance économique va ralentir. Mais malgré ces problèmes, la République tchèque va grandir.»

La tragédie fut que non seulement il y croyait certainement, mais qu'en plus il établit le budget pour 2009 en s'appuyant sur ces prédictions et projeta une croissance de plus de 4%, alors qu'en réalité le PIB chuta de plus de 4%. Il n'est ainsi pas surprenant qu'il soit à l'origine du plus gros déficit de l'histoire moderne de la République tchèque. Il eut néanmoins la chance de pouvoir se défausser sur la crise pour justifier sa gestion économique catastrophique.

La nouvelle culture politique affichait de nombreux aspects. L'un d'entre eux était l'incroyable arrogance du gouvernement qui, malgré la façon dont il

était arrivé au pouvoir et une très faible «majorité», refusait de négocier avec l'opposition et faisait preuve d'un mépris absolu pour les partenaires sociaux, comme par exemple les syndicats.

Une rhétorique très marquée à droite occupait le champ médiatique, où tout ce qui était social était considéré comme communiste et comme une infamie. Non seulement la rhétorique était marquée extrêmement à droite mais, en plus, le Premier ministre Topolánek calquait régulièrement la sienne sur celle des nazis. Quand son parti quitta le pouvoir, il promit «une nuit des longs couteaux». Alors qu'il donnait un coup de pied à un journaliste, il s'exclama en allemand: «es kommt der Tag!». Il déclara également que les promesses électorales des sociaux-démocrates étaient un «mensonge d'Auschwitz». Il acquit sa renommée sur la scène internationale en se faisant photographier nu dans la villa de Berlusconi.

Compte tenu de tous ces éléments, il n'était pas surprenant que la perspective des élections de 2010 fût très déprimante pour les partis de coalition. Tous les sondages annonçaient une nette victoire des sociaux-démocrates. C'est à ce moment que la crise grecque survint. Tous les partis de droite, rassemblés et intégrant ceux qui venaient de voir le jour comme le TOP09 (parti d'extrême droite) conduit par Miroslav Kalousek, le ministre des Finances et *Věci veřejné* (les Affaires Publiques, conduit par le journaliste Radek John) saisirent cette opportunité unique. La crise grecque et notamment le thème de la dette et de la faillite de l'État attiraient toute l'attention et régissaient l'agenda politique. Aucun débat télévisé ne pouvait se faire sans aborder le thème de la Grèce et de ses conséquences sur la République tchèque. Les partis de droite ciblerent leurs attaques sur l'État-providence, le domaine traditionnel de compétence des sociaux-démocrates, en insistant sur le fait que de telles dépenses allaient inévitablement déboucher sur une faillite comparable à celle de la Grèce. Malheureusement, les sociaux-démocrates furent incapables de réagir à ces attaques et, au lieu de préciser que la dette de la République tchèque était parmi les plus faibles de tous les pays membres de l'Union européenne, ils inondèrent le pays de stupides et insipides panneaux d'affichage orange, inspirés des campagnes électorales américaines.

Les résultats des élections de 2010 furent une surprise pour presque tout le monde. Les sociaux-démocrates remportèrent, certes, les élections, mais il s'agit d'une victoire à la Pyrrhus: les partis de droite parvinrent à mettre sur pied un gouvernement très fort—leur écrasante majorité leur rapporta 118 députés. Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement de Petr Nečas annonça «la nécessité d'adopter des réformes d'austérité» pour lesquelles, comme il l'affirmait, le gouvernement est mandaté par les électeurs.

Une des particularités de la scène politique tchèque est que, tous les quatre ans, un parti de «nouveaux politiciens modernes» émerge et affirme être différent du précédent, archaïque et corrompu. Bien que cette expérience se soit

reproduite à plusieurs reprises, les électeurs tchèques semblent vouloir continuer à « tenter leur chance » encore et encore. Les Verts furent bien pendant un temps ces nouveaux venus vertueux, mais après leur « reddition » concernant l'installation de la base de missiles, la désillusion fut grande parmi la population. C'est ainsi qu'ils échouèrent lors de ces élections. En revanche, un nouveau parti (si on peut l'appeler ainsi) émergea et constitua la surprise de ces élections. Le parti *Věci veřejné* (les Affaires Publiques) construisit sa campagne sur la lutte contre la corruption. À leur tête ils choisirent un ancien journaliste, célèbre car il présentait divers programmes d'investigations à la télé. Le parti gagna en popularité grâce à ses critiques contre les vieux partis dominants—comme l'avaient fait ses prédécesseurs. Aucune attention particulière ne fut portée au fait que le parti était financé par une agence de sécurité et qu'il organisait des patrouilles civiques pour chasser les sans-abri et autres personnes « non désirables » des parcs et des espaces publics. Certains analystes politiques affirmaient que *Věci veřejné* ne pouvait pas être considéré comme un parti mais plutôt un conglomerat de gens très différents les uns des autres, liés aux intérêts d'entrepreneurs ainsi qu'aux contrats d'acquisition.

Le *Parti Chrétien* traditionnel perdit d'innombrables voix et pour la première fois dans sa longue histoire, devint un parti non parlementaire. À l'inverse, un nouveau parti fondé par Miroslav Kalousek, le catastrophique ministre des Finances, fit une vraie percée, notamment auprès des jeunes. Le parti était vu (et l'est encore) comme « cool » et différent. Le seul *leader* officiel est l'aristocrate Karel Schwarzenberg. Il est difficile d'établir s'il récolta des voix du fait de sa noble origine ou de sa propension à s'endormir lors de toutes les négociations, aussi importantes fussent-elles. Kalousek s'exprima dès le départ avec une arrogance extrême sur le besoin de réduire les déficits de l'État ainsi que la dette publique. Il créa son parti à partir d'une section de la droite chrétienne et fit des réformes drastiques et de l'abolition de l'État-providence (« qu'on ne peut pas se permettre », affirmait-il) ses chevaux de bataille. Dans le cadre de sa campagne, il envoya même un chèque à chaque citoyen tchèque, l'invitant à payer sa part de la dette. De nombreux retraités furent tellement choqués lorsqu'ils ouvrirent l'enveloppe qu'ils durent être transportés à l'hôpital.

TOP09 gagna une certaine renommée grâce à une vidéo de campagne au sein de laquelle des jeunes (de jeunes acteurs célèbres) persuadent leurs congénères de rendre visite à leurs grands-parents—dépeints comme des électeurs communistes et des profiteurs du système—et de leur « expliquer » que s'ils ne votent pas pour un des partis de droite, ils (leurs petits-enfants) ne viendront plus les voir. Bien que la vidéo provoquât une vague de dégoût, les jeunes la trouvèrent « cool » et, également attirés par l'aristocrate drôle qui se fiche de s'endormir et de parler un tchèque aussi amusant, votèrent massivement pour le parti qui portait le nom bizarre de TOP09.

Ces deux nouveaux «partis» décidèrent des élections puisque tous deux avaient affirmé qu'ils bâtiraient la coalition avec le parti qui finirait second □ en l'occurrence les *Démocrates civiques* (le parti fondé par Václav Klaus au début des années 1990)—et participèrent ainsi pleinement à l'écrasante majorité de droite évoquée précédemment. Petr Nečas, dont le nom se traduit de manière très appropriée par «mauvais temps», devint Premier ministre.

Les sociaux-démocrates et les communistes durent rester dans l'opposition.

Les négociations concernant la coalition furent très rapides et en un rien de temps, le gouvernement le plus à droite qui soit fut constitué. Celui-ci ne tarda pas à annoncer ce qu'allaient être ses priorités, s'autoproclamant «Le gouvernement de la responsabilité budgétaire» et «Le gouvernement de la lutte contre la corruption».

Le gouvernement déclara explicitement que son principal objectif était de mener à bien des réformes structurelles profondes dont beaucoup d'aspects seraient irréversibles, et d'autres qu'il serait extrêmement coûteux d'inverser. Le discours d'intention stipule que la République tchèque doit accroître sa compétitivité ou le pays finira par rejoindre ceux qui sont incapables de résoudre leurs propres problèmes (sous-entendu l'intervention du FMI et la soi-disant menace de prêt en dernier ressort). Nous apprenons également que la richesse provient du secteur entrepreneurial de l'économie. Le gouvernement commence par la nécessité de mettre en place des mesures d'austérité afin que la République tchèque ne finisse pas comme la Grèce (un thème de la campagne électorale). Il est intéressant de souligner que, dans le budget, l'accent est uniquement mis sur les dépenses et qu'il n'y figure aucune mention d'un effort pour compenser les pertes de ressources provenant de la suppression de l'imposition progressive. Le gouvernement annonce qu'il va réduire les prestations sociales, voire même les abolir dans de nombreux cas et privatiser les secteurs lucratifs des services publics, en particulier la réforme des retraites, qui est sa priorité.

Le gouvernement projetait également des changements importants dans le Code du Travail, qui affaiblissaient le pouvoir des syndicats ainsi que des employés dans leur ensemble et qui favorisaient principalement les travailleurs indépendants.

Dans ce qui suit, je souhaiterais analyser les mesures qui ont déjà été prises ou celles qui se préparent, mais également la réaction de la société civile.

Après le choc provoqué par les élections, les partis de gauche étaient paralysés, notamment les sociaux-démocrates qui eurent besoin de plusieurs mois pour comprendre ce que leur victoire à la Pyrrhus signifiait pour eux ainsi que pour la société. Si du positif devait ressortir de l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Petr Nečas, ce serait le réveil des syndicats ainsi que de la société civile, endormis pendant presque vingt ans, avec seulement de rares

exceptions. De nombreux nouveaux mouvements, organisations et initiatives civiques ont été créés. Une telle activité est sans précédent et signifie qu'un changement est effectivement en train de s'opérer en République tchèque. Juste avant les élections, *Aternativa zdola* (l'Alternative venue d'en bas), une initiative civique locale, a vu le jour. L'initiative *Proalt* (Pour les alternatives contre les coupes budgétaires) a été créée en réaction directe à la politique du gouvernement. Beaucoup d'autres sont nées depuis et, aujourd'hui, des efforts sont effectués pour mieux coordonner les manifestations ainsi que les autres événements et pour coopérer de manière plus rapprochée avec les syndicats.

En somme, le gouvernement projette d'entreprendre des réformes drastiques en ce qui concerne :

- Le système d'imposition,
- L'administration publique,
- Le plan de retraite,
- Le système de santé,
- L'enseignement supérieur.

Le gouvernement s'est immédiatement occupé des mesures d'austérité. Une de ses premières actions fut de procéder à des licenciements collectifs dans le secteur public, qui s'ajoutèrent à une baisse d'au moins 10% des salaires. Cette mesure fit réagir les syndicats qui organisèrent la plus grande manifestation depuis de très nombreuses années avec plus de 40 000 participants, à laquelle des policiers et des pompiers prirent part. Toutefois, le gouvernement utilise invariablement le même discours lorsqu'il fait face au mécontentement et à l'opposition à l'égard de sa politique : « Nous sommes mandatés par les électeurs pour mener à bien toutes les mesures d'austérité nécessaires. » ; « Peu importe les réactions, les réformes sont pour « le bien de tous » et doivent être mises en place ou sinon nous finirons comme la Grèce (bien que le déficit public de la République tchèque soit d'environ 40% et parmi les plus bas de toute l'Union européenne). »

Le gouvernement de Mirek Topolánek avait déjà fait beaucoup de mal à la culture politique en République tchèque, mais celui de Petr Nečas a réussi à aller encore plus loin. Nečas choqua une nouvelle fois l'opinion publique lorsqu'il nomma Roman Joch, conseiller aux droits de l'homme. Joch est une figure politique étrange qui affirme ouvertement que la torture est nécessaire, au nom de la démocratie ; qu'il est acceptable de tirer sur des manifestants ; que les gentilshommes (il considère en être un lui-même) devraient avoir le droit de posséder des esclaves, et que le suffrage universel est un outil très dangereux et devrait être aboli. Concernant les révolutions dans les pays arabes, il a prononcé de « sages » recommandations selon lesquelles la démocratie ne peut tout simplement pas exister dans de tels pays sous-développés et qu'il vaudrait mieux qu'ils soient sous la coupe d'un régime autoritaire de droite (ce dont les États-Unis devraient s'occuper). Il loue également la famille tradi-

tionnelle et assigne aux femmes la tâche de donner naissance à au moins deux enfants, condition à remplir en échange du droit de vote. Avec Roman Joch, les tendances fascistes, déjà visibles lorsque la société a accordé sa confiance à Topolánek, n'attirent pas seulement l'attention des médias et d'une partie de l'opinion publique : elles intègrent également la pensée dominante—non pas comme quelque chose d'impossible dans un pays civilisé, mais en tant qu'opinions qui vont simplement de pair avec une pensée de droite.

Depuis lors, de nombreux articles et discussions sont apparus sur *Internet*, mais également dans la presse de droite, pour critiquer le suffrage universel car il donne à un homme pauvre (c'est bien sûr de sa faute s'il est pauvre, parce qu'il est paresseux et ne veut pas travailler) la même voix qu'à un homme riche. Presque tous les jours, des propositions sont faites pour abolir le suffrage universel, le baser sur la richesse ou n'accorder le droit de vote qu'à ceux qui travaillent et paient leurs impôts. La haine envers les pauvres (les Roms, les sans-abri ou les chômeurs) est systématiquement utilisée comme un outil politique par le gouvernement. Ces groupes de population sont, selon le gouvernement, responsables des problèmes économiques du pays (au contraire des riches qui transfèrent leurs bénéfices dans des paradis fiscaux, par exemple). Il n'est pas étonnant que des propositions visant à déporter les sans-abri hors des villes (notamment à Prague), vers des camps «spéciaux», soient apparues. Le pire dans tout cela est que la majeure partie de la classe moyenne approuverait de telles mesures. Le gouvernement a également mis en place des réformes concernant les prestations sociales pour empêcher les «abus». Les conditions pour obtenir des allocations de chômage étaient déjà parmi les plus strictes de l'Union européenne. Le gouvernement a récemment eu l'idée d'allouer les prestations sous forme de coupons (pour empêcher de les dépenser en alcool ou jeux d'argent) et en échange de travaux d'intérêt public. Toutes ces mesures ont comme objectif de stigmatiser encore plus ceux qui sont dans le besoin. Parce que ces personnes sont dépendantes des prestations sociales, elles sont considérées comme le parti des coupables.

Bien que les jeunes aient composé la majorité de l'électorat des partis de la coalition, la mise en place de réformes de l'enseignement supérieur a été pour eux une mauvaise surprise. Les frais de scolarité étaient un des éléments les plus importants. Cela a démontré une nouvelle fois que bon nombre d'électeurs, notamment les jeunes, n'avaient aucune connaissance des programmes des différents partis, ne les avaient pas lus ; ils voyaient simplement Schwarzenberg comme un «type cool» et que les réformes étaient nécessaires. Les réformes étaient effectivement nécessaires, à condition toutefois qu'elles n'affectent pas les jeunes en question de manière défavorable. Les mêmes étudiants qui votèrent pour le TOP09 étaient farouchement opposés aux frais de scolarité, parce que cela les concernait directement. Les réformes de l'enseignement supérieur allaient bien au-delà des frais de scolarité. La loi

stipule explicitement que les universités doivent davantage coopérer avec les entreprises et que la recherche et le développement sont précieux mais doivent être financés seulement s'ils servent les intérêts d'entreprises privées.

Parallèlement aux licenciements massifs, les changements au sein de l'administration ont débouché sur une privatisation encore plus vaste des services publics. Un des exemples les plus éloquents est la réforme des Bureaux du travail. Ces bureaux seront fermés et centralisés par région. L'explication officielle est que cela permettra de faire des économies, mais la raison principale est qu'une place plus importante sera donnée aux agences de recrutement du domaine privé.

En ce qui concerne le système de santé, le modèle pour la coalition est le système américain. Dans son programme, TOP09 projetait une augmentation constante des frais engagés par les particuliers, pour ainsi réduire de plus en plus la prise en charge par l'État. Un des chantiers majeurs de ces réformes devrait être la définition de soins « standards » qui seront pris en charge par le fonds public de santé, tandis que tous les autres services devront être payés comptant. À cela s'ajouteront d'autres mesures, comme celle qui consistera à réduire le nombre de lits dans les hôpitaux – ce qui alourdira dramatiquement la facture des patients souffrant de longues maladies –, l'argument étant que les personnes âgées abusent du système de santé. Les frais réglés directement aux médecins, notamment les spécialistes, vont être multipliés par sept, ou presque ! Cela atteste une nouvelle fois de la volonté du gouvernement de récolter les fonds des gens les plus pauvres de la société, des aînés et des personnes malades. En revanche, le gouvernement ne s'attaque pas aux lobbies pharmaceutiques et aux politiques de santé qui font de la République tchèque un Eldorado pour les compagnies riches et influentes. Il est donc à souligner que la médecine se paiera de plus en plus comptant.

La réforme fiscale et celle des retraites sont étroitement liées. À l'origine, l'idée du gouvernement était simplement d'ordonner aux citoyens de mettre de l'argent de côté dans des fonds de pension privés. Cela allait trop loin, même pour certains journalistes et économistes de droite influents qui se dressèrent contre cette proposition. Bien qu'il s'agisse d'une réforme cruciale, le gouvernement, après avoir clamé haut et fort l'importance de ces mesures, se mit ensuite à vouloir les changer environ cinq fois par semaine, provoquant à chaque fois des défections parmi les personnes qui y étaient initialement favorables. Dans la version la plus récente, il est stipulé que toute personne de plus de 35 ans peut choisir de mettre de l'argent de côté dans des fonds de pension privés. Cependant, du fait du passe-droit fiscal coûteux (réduction des contributions sociales), le gouvernement « devait juste » augmenter la TVA. Et puisque l'augmentation de la TVA rendra plus chers les médicaments ainsi que tous les équipements de santé, les frais devront être de nouveau revus à la hausse et de moins en moins de soins seront pris en charge par l'assurance ma-

ladies universelle. Il s'agit là d'un cercle vicieux sans issue et le gouvernement peut se couvrir en affirmant: «nous nous devons de prendre ces mesures; vous voyez bien qu'il n'y a pas d'argent dans le système».

Le gouvernement poursuit inlassablement la même politique: il applique l'austérité en réduisant ses recettes pour contenter certaines sphères, affirme ensuite qu'il n'y a plus assez d'argent dans le système; qu'il doit donc être privatisé, puisque tout ce qui est privé vaut toujours mieux que ce qui provient de l'État.

Le mécontentement croissant au sein de la population (les derniers sondages révélaient que le gouvernement ne bénéficie de la confiance que d'environ 20% de la population) ne concerne pas seulement l'austérité, mais également un autre élément: il s'agit de la seconde priorité du gouvernement (notamment celle du parti *Věci veřejné*): la lutte contre la corruption. Voici ce à quoi ressemble cette lutte: à la fin de l'année (2010), une tentative du ministre de l'Environnement (*Parti Civique*) d'enrichir son parti et lui-même d'environ 500 millions de couronnes (environ 20 millions d'euros) fut rendue publique par un fonctionnaire! Une telle somme dépasse l'ensemble des allocations chômage. Pourtant, ce n'est pas le ministre mais le fonctionnaire qui a été publiquement traité de «traître», de «salaud», etc., puisqu'il avait levé le voile sur un cas de corruption dans les plus hautes sphères. Le ministre dut tout de même quitter son poste, mais le poste de «responsable idéologique du parti» lui fut attribué. Depuis, à chaque jour ou presque son nouveau scandale. Tous les jours, la population prend connaissance d'une affaire de corruption, d'enregistrements secrets compromettant différents ministres et députés. La police ne pousse jamais très loin ses investigations, aboutissant le plus souvent à la conclusion que les preuves sont insuffisantes. Ou, pire encore, il arrive qu'une forte pression politique soit exercée sur le système judiciaire pour enquêter sur certaines affaires, afin d'accorder une faveur à quelqu'un. Les cas sont tellement fréquents que même les journalistes n'arrivent pas à suivre leur rythme. Beaucoup d'analystes politiques évoquent des relations entre la mafia et le gouvernement tchèque, surnommé le «capo di tutti capi» (chef de tous les chefs).

Certains des ministres reconnaissent que tous ces scandales posent «quelques problèmes» mais que les réformes sont tellement importantes qu'il est nécessaire de continuer à avancer en faisant fi des tensions au sein de la coalition.

D'un côté, de nombreuses personnes sont toujours très passives et résignées. L'individualisme est omniprésent en République tchèque. Certaines personnes essaient encore de ne pas voir la réalité et préfèrent s'évader en regardant des programmes télévisés stupides ou en se rendant dans leurs maisons secondaires. Mais, petit à petit, la colère monte au sein de la société. Une analyste politique renommée, Prof. Vladimíra Dvořáková, a tiré la sonnette d'alarme

en affirmant que la population est très mécontente, se radicalise et est prête à sortir dans la rue. Selon elle, le gouvernement utilise des procédés qui ne peuvent plus être qualifiés de politiques, mais qui se rapprochent plutôt de ceux utilisés par la mafia.

Les syndicats ont récemment organisé une manifestation à laquelle environ 48 000 personnes ont participé. Les critiques formulées à l'encontre du gouvernement étaient vives ; il a même été question d'une grève générale et de désobéissance civile. Le gouvernement a été choqué et a réagi par l'intermédiaire de députés de droite qui ont parlé de fascisme au sein des syndicats (tandis que les journalistes d'extrême droite commençaient à écrire sur le besoin d'interdire les syndicats). Schwarzenberg, le ministre « noble », a déclaré que tout le monde devait se taire et ne pas rendre la situation plus compliquée qu'elle ne l'est. Il est cependant très peu probable que la société écoute l'« aristocrate ». Une lutte est en train de se jouer en République tchèque. Il s'agit d'une lutte, pas seulement contre l'austérité ou contre le gouvernement corrompu. C'est une lutte pour les droits civiques élémentaires, c'est une lutte contre les tendances fascistes au sein de la société. C'est une lutte pour la vraie démocratie.

Sources

ČMKOS (Syndicats tchèques) : Pohledy – nové kolo reforem veřejných financí – nekonečný příběh (Nouvel épisode de réformes sur les finances publiques par le gouvernement : une histoire sans fin), 2/2010.

Janičko, Pavel, Švihlíková, Ilona : « La politique fiscale et le chômage : la situation en République tchèque. », *La Revue du Sud-est de l'Europe pour le travail et les affaires sociales* (South East Europe Review for labour and social affairs), 2/2009.

Pick, Miloš : *Stát blahobytu, nebo kapitalismus?* (L'État-providence ou le capitalisme ?), Grimmus, 2009.

Prorok, Vladimír, Lisa, Aleš : *Politologie*. Vydavatelství a nakladatelství A. Čeněk, s.r.o., Plzeň 2009.